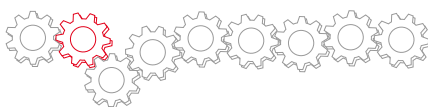


Les cahiers d'histoire de la métallurgie



numéro 62 | décembre 2018



Retraite une histoire incontournable

Le Maitron p. 6

Le 15 février 1982, Ahmed Medjir, militant CGT à la CEAC (ex-Fulmen) à Clichy trouvait la mort.

Château Tulins p. 8

La biographie d'Henri Gautier, *D'espoir et d'acier* parue aux éditions de l'Atelier enfin disponible !

Ce soir, on guinche p. 15

Le CEF du 10 octobre dernier a été l'occasion d'inaugurer la nouvelle configuration du local d'archives fédérales.

SOMMAIRE :

décembre 2018 | n° 62

ACTUALITÉS

- 2 Sommaire
- 3 L'édito
- 4/5 Bilan CN
- 6 Le Maitron
- 7 J.-P. Timbaud

HISTOIRE

- 8/10 Château Tulins
- 11/14 Renault Le Mans

ARCHIVES

- 15 Ce soir, on guinche !

DÉCÈS

- 16 G. Bloncourt

À LIRE, À VOIR

- 17 Dix petites anarchistes
Sorti d'usines
- 18 Mother Jones

Pensez à votre cotisation 2018 !



ADHÉSION

Possibilité de préinscription
Pour une demande de prélèvement
Avec un relevé d'identité bancaire IBAN



Nom & prénom : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Mail : _____

Organisations de + de 50 adhérents : **82 €**

Organisations de - de 50 adhérents : **22 €**

Individuel : **22 €**

Règlement à l'ordre de : IHS CGT Métallurgie

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE **CGT MÉTALLURGIE**

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

Cahier d'histoire de la Métallurgie n° 62

réalisé par **IHS-CGT Métallurgie** 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris



01 53 36 86 38 | ihs.gas@free.fr | <https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>

Rédaction : Emeric **Tellier** | Claude **Ven** | Maquette : Rudy **Jean-François**

Impression FTM CGT | ISSN 2494-1050



Par Claude Ven

L'Histoire pour fil

L'historien Jean Chesneaux dans son livre *Du Passé faisons table rase ?*, nous incitait à penser historiquement le présent afin de pouvoir le changer.

C'est là une des principales missions de notre Institut d'Histoire Sociale. Elle s'impose

« L'Histoire n'est pourtant pas avare de leçons et l'ennemi de classe est toujours à l'affût ».

En direct du Conseil national fédéral



Sébastien Vassant, Michèle Gautier et Jessie Magana © R. Gauvrit | coll. IHS CGT métaux

Le Conseil national de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie des 5 et 6 décembre 2018 a constitué un temps fort pour notre Institut d'histoire sociale. Tout d'abord par la tenue d'une traditionnelle table de présentation de notre activité et de vente de notre dernier ouvrage, *D'espoir et d'acier. Henri Gautier, métallo & résistant*.

Celui-ci a justement été au cœur de la soirée culturelle, en présence de ses artisans : Michelle Gautier, fille d'Henri ; Jessie Magana et Sébastien Vassant, respectivement auteure et dessinateur ; Bernard Stephan et Charlotte Goure des éditions de l'Atelier

et enfin l'Institut d'histoire sociale. L'objectif était de faire connaître davantage le fruit de ce travail collectif, dont les racines, rappelées par Claude Ven dans son introduction, sont à chercher auprès de Jacqueline Ollivier-Timbaud, Cécile Rol-Tanguy et Allain Malherbe.

Le temps fort de cette initiative était une lecture dessinée. Nous avons eu le grand plaisir d'écouter Jessie lire le chapitre consacré aux 110 jours de grève au Havre et à l'implication d'Henri Gautier et de son camarade Auguste Delaune et de suivre, en direct sur l'écran de la salle, la plume de Sébastien qui a réalisé pour l'occasion un des-

sin inédit, offert à la Fédération. Vous pouvez voir, ou revoir, cette lecture dessinée sur le compte youtube fédéral, à l'adresse suivante : <https://youtu.be/tYYxr9kLRo4>.



Le dessin de S. Vassant © R. Gauvrit | coll. IHS CGT métaux

Plusieurs camarades sont intervenus depuis la salle pour témoigner de leur enthousiasme, soulignant une lecture prenante, la qualité des illustrations, l'actualité brûlante des sujets abordés, l'émotion suscitée. Autant d'arguments pour convaincre l'ensemble des camarades présents de s'engager dans la diffusion de cet ouvrage, dans l'organisation d'initiatives. Car force est de constater, à la suite de Bernard Stephan, que les ventes (700 exemplaires en librairie, 500 exemplaires par l'IHS) ne sont pas à la hauteur de l'enthousiasme suscité.

N'hésitez donc pas à lire et à faire lire *D'espoir et d'acier* ! ■

Résolution adoptée par le conseil national de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

L'Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie fut créé à l'unanimité des mandats sous l'impulsion de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie lors du congrès de Poitiers en 2000.

Il assure depuis, ses missions de préservation, d'étude et de diffusion de l'histoire des métallurgistes. Ses publications sont saluées pour leur qualité et leur apport à la vie syndicale.

Son assistance aux syndicats dans la réappropriation de leur histoire et la gestion de leurs archives constituent aujourd'hui un volet important de son activité.

Notre Institut est devenu au fil des ans, un apport de plus en plus apprécié dans les initiatives mémorielles, mais aussi au quotidien par ses éclairages historiques. Il est aujourd'hui l'objet de nombreuses sollicitations.

Cependant, le maintien de ses possibilités actuelles et son évolution souhaitable nécessitent de garantir son budget de fonctionnement, afin de préserver ses recettes de publications à des développements futurs.

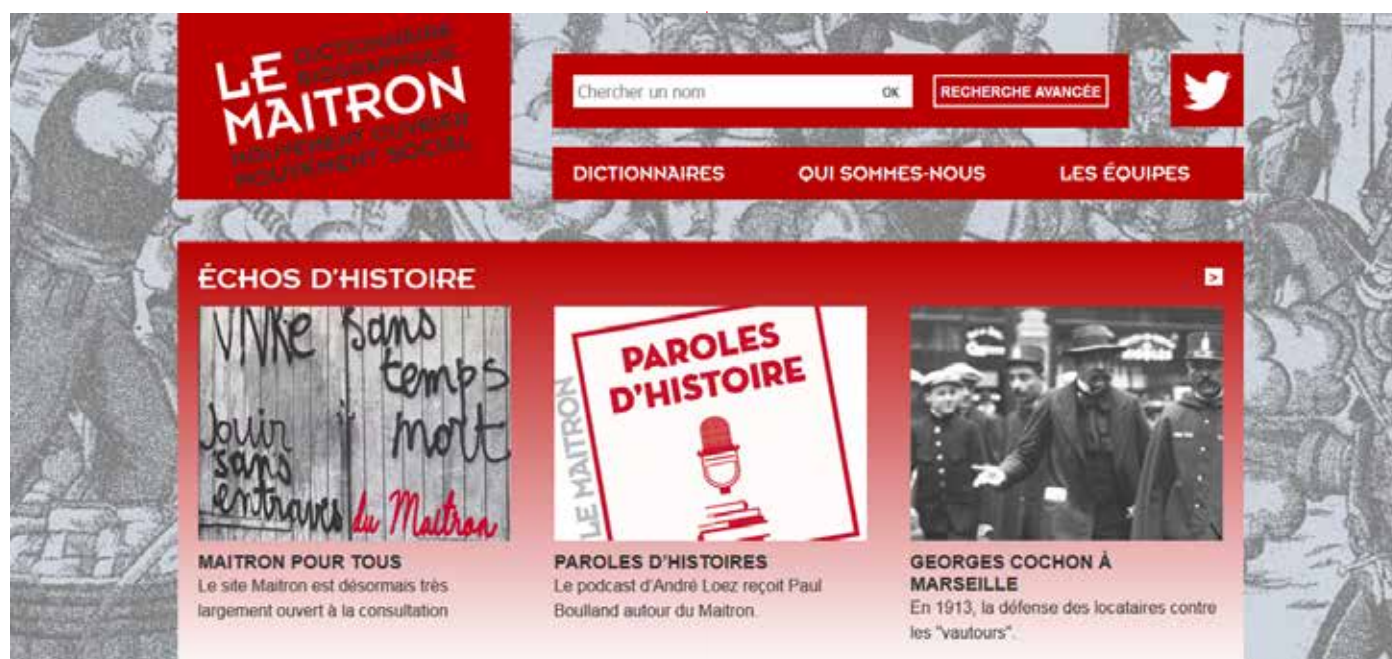
Afin de répondre à ces questions, l'ensemble des membres fondateurs de l'IHS CGT métallurgie au congrès de Poitiers : FTM, UFR, UFICT, UFM et USTM, s'engagent à honorer chaque année le règlement annuel de leur adhésion.

Par le vote de cette résolution, ils réaffirment leur volonté de pérenniser et développer cet outil précieux pour l'ensemble des métallurgistes et l'histoire du mouvement social en France.

Montreuil, le 5 décembre 2018 ■



Le Maitron



L'accueil du nouveau site internet : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>

Le 5 décembre dernier, le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social, le fameux Maitron, organisait sa traditionnelle journée à la Bourse du Travail de Paris.

La journée s'est ouverte par deux interventions, de Gilles Manceron sur l'affaire Audin et Gérard Noiriel sur l'histoire populaire de la France.

Elle a été l'occasion de présenter le nouveau site internet et ses nouvelles fonctionnalités. Cet outil incontournable pour la recherche est aujourd'hui accessible librement à toutes et tous, afin de démultiplier les usages de ce dictionnaire hors norme. Seuls les dictionnaires dont la réalisation n'est pas encore achevée resteront dans un espace réservé, pour lequel il sera toujours possible de demander un accès à l'équipe.

Parmi les nouvelles possibilités de navigation offerte par le site, il y a la proposition de « rebonds » à la fin de chaque biographie, choisis aléatoirement parmi les notices présentant des similitudes chronologiques, géographiques et socioprofessionnelles.

Pour certains corpus, il y a également une invitation à « Aller plus loin », vers des articles de présentation ou de synthèse.

L'après-midi était consacré au thème « Après 1968 : nouvelles mobilisations, nouveaux engagements, nouveaux militants ? », avec des interventions de Sophie Bérout, Renaud Bécot, François Prigent et Ismail Ferhart.

La journée s'est clôturée par la remise du Prix Maitron, attribué cette année à Gaëlle Boursier pour son mémoire de master intitulé '*Nous ne resterons pas les bâtards de la métallurgie*'. Histoire de la grève des Bâtignolles, janvier-mars 1971, Nantes, sous la direction de Gilles Richard. ■



Une expo colossale

La mairie de Baillet (Val-d'Oise), où se situe le parc Henri Gautier, organise du 1^{er} décembre 2018 au 30 janvier 2019 dans la salle du conseil municipal, aux heures d'ouverture de la mairie, une exposition sur l'Exposition internationale des arts et techniques de 1937 organisée à Paris, célèbre pour le face-à-face architectural opposant le pavillon soviétique au pavillon nazi.

Cette petite commune présente une particularité étonnante : celle d'accueillir sur son territoire, des vestiges du pavillon soviétique, les fameux bas-reliefs offerts à l'Union des syndicats de la métallurgie de la région parisienne pour son parc de loisirs et de culture mais aussi du pavillon pontifical, avec la sculpture de Notre-Dame-de-France.

Cette exposition, réalisée en partenariat avec l'Inalco et l'Inrap, est accompagnée de nombreux objets issus de collections privées, ainsi que de visites guidées et de conférences. ■

UNE EXPOSITION COLOSSALE
Baillet en France et les géants de 1937

**Du 1^{er} décembre 2018
au 30 janvier 2019**

Salle du Conseil municipal
Entrée libre aux heures
d'ouverture de la Mairie

En 1937, alors que le Parc des Métallos de Baillet en France ouvre ses portes pour y accueillir des milliers de travailleurs ainsi que leurs familles en week-end et en vacances dans la France du Front Populaire, se tient à Paris la dernière des grandes expositions universelles. L'exposition internationale des Arts et Techniques de la vie nouvelle met en scène, juste avant la grande déflagration mondiale, la rivalité des grandes puissances.

Sur fond de Tour Eiffel, le Pavillon soviétique couronné de l'Ouvrier et de la Kolkhoziennne, statues géantes d'acier de Vera MOUKHINA et précédé des massifs métallisés des peuples de l'URSS de J. TCHAIKOV font face à l'aigle nazi du Pavillon allemand d'Albert SPEER. Immédiatement derrière, une autre statue de métal : Notre Dame de France, chef d'oeuvre du ferronnier d'Art Raymond SUBBES, couronne un pavillon conçu comme un édifice cultuel, fruit de la souscription des Catholiques et rebaptisé Pavillon pontifical, en référence au jeune Etat du Vatican, concédé peu avant par MUSSOLINI au PAPE pour pouvoir participer à l'exposition.

Deux histoires étonnantes relient désormais la commune de Baillet en France à ce grand événement international.

Données au Parc des Métallos de Baillet en France, les grandes statues métallisées de TCHAIKOV qui représentent les différentes républiques de l'URSS connaîtront un destin hors du commun. Installées devant le château, brisées à coups de masse en 1941, redécouvertes lors de fouilles archéologiques en 2009, elles occupent désormais une salle du Musée Archéologique départemental de Guiry-en-Vexin.

Toujours vigilant

Nous publions la lettre de Maryse Veny, petite-fille de Jean-Pierre Timbaud, qu'elle a fait parvenir le 17 octobre dernier au maire du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) suite à sa volonté affichée de débaptiser la rue qui porte son nom. Notre vigilance doit être permanente !

« Monsieur le Maire,

C'est avec inquiétude que j'ai lu votre article « Quand l'histoire locale ne vivait qu'en rouge », paru le 5 octobre dernier dans Le Blanc-Mesnilois. J'ai cru comprendre que vous trouvez illégitime qu'une rue de votre ville porte le nom de Jean-Pierre Timbaud dont je suis la petite fille, et peut-être songeriez vous à la débaptiser ?

Tout comme vous, je trouve charmant et romantique les rues des midinettes, moineaux ou petits-ponts, mais je trouve aussi indispensable que demeurent les rues Jean Moulin, Louise Michel, Gabriel Péri, Simone Veil, Germaine Tillon, Paul Vaillant-Couturier, Jean-Pierre Timbaud.

J'aime croire que le passant curieux se demande qui se cache derrière cette femme ou cet homme. N'est-ce pas cela le devoir de mémoire qui nous aide à construire notre avenir en évitant les erreurs du passé. « Le Futur appartient à celui qui a la plus longue mémoire » (Nietzsche).

Vous écrivez « Passe encore lorsqu'il s'agit d'honorer des résistants ». Qui était Jean-Pierre Timbaud, si ce n'est un homme qui a combattu en Espagne avec André Malraux, qui était à la table de négociation des accords de Matignon et qui a été fusillé par les nazis en 1941, laissant à 37 ans une épouse de 34 ans et une fille de 12 ans pour que la France retrouve sa dignité.

Alors que Nicolas Sarkozy demande qu'on lise la lettre de Guy Môquet à la rentrée scolaire, alors que Jacques Chirac n'a jamais songé à débaptiser la rue Jean-Pierre Timbaud dans le XI^e arrondissement de Paris, alors qu'Angela Merkel conserve des groupes scolaires Jean-Pierre Timbaud en Allemagne, alors que des milliers de personnes rendent hommage chaque année aux 27 fusillés de Châteaubriant, ne trouvez-vous pas monsieur le Maire que c'est vous qui menez « une politique désuète » ? Vous vous trompez de combat et de siècle. » ■

Renseignement et réservation pour les groupes : 01 34 69 82 64 | info@baillet-en-france.fr



Par Emeric Tellier

Des métallos dans un château (1937-1950)



Serge Lelay, Maurice Lacazette et Michèle Gautier au château de Tullins en juillet 1938 © DR | coll. privée

Maison des métallos, parc de loisirs et de culture, colonie enfantine, polyclinique, centre de formation pour les privés d'emplois sont autant de réalisations sociales édifiées par l'Union des syndicats CGT de la métallurgie de la région parisienne, à partir de l'imposante croissance de ses effectifs syndiqués durant le Front populaire. Mais si cette histoire est aujourd'hui assez bien connue, celle du château de Pont-Pinet à Tullins (Isère) l'est beaucoup moins.

Un havre de paix

Blotti dans une propriété de plus de quatre hectares, juché à trois cents mètres d'altitude sur une colline dominant la plaine du bas-Grésivaudan et offrant un panorama unique sur les massifs du Vercors et de la Chartreuse, se dresse le château de Pont-Pinet, sur la commune de Tullins. Celle-ci est

située dans la vallée de l'Isère, à quelques kilomètres de Voiron et compte près de 4 500 habitants en 1937. Sa localisation, le long de la route qui mène de Genève à Valence, ainsi que la présence de ressources hydrologiques en font un important centre industriel pour la métallurgie, la papeterie et l'habillement à partir du XIX^e siècle.

Cette propriété a été bâtie en 1875 par les architectes Davand père et fils de Roanne, à la demande d'Henri Eymond Du Terrail, dont les ancêtres possédaient le château de Bayard où est né, en 1473, le célèbre chevalier « sans peur et sans reproche ». Outre le château, on y trouve un grand pavillon, un second pavillon avec volière, une basse-cour, de petites écuries, un grenier à foin, des serres, des garages et un magnifique parc agrémentés de tilleuls, de marronniers et d'un ruisseau.

À sa mort en 1907, le bien est légué à son

petit neveu, Henri, dit André, Du Terrail, qui le cède trois ans plus tard à un couple qui transforme le château en hôtel-restaurant, le « Métropole ». En 1932, visé par une saisie immobilière, il est vendu aux enchères et acquis par un couple de la Côte d'Azur.

Un fruit du Front populaire

Le 24 mai 1937, la propriété est achetée par la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie, qui a mandaté pour l'occasion Léon Chevalme, son trésorier, conformément à la décision prise par lors de la commission exécutive fédérale du 15 décembre 1936.

Transformée en maison de repos pour les travailleurs de la métallurgie et leurs enfants, elle accueille la commission exécutive fédérale le 24 juillet 1937. À cette occasion, deux im-

CGT, ainsi que d'Ambroise Croizat, secrétaire général de notre Fédération, lequel, dans son discours, proclame : « Dans ce petit pays de Tullins, nous allons rassembler dans cette maison des ouvriers ; pensez donc, pour cette bourgeoisie réactionnaire quel exemple nous lui présentons en installant des "métallos" dans un château. »

Le soir, un grand meeting est organisé en plein air à Grenoble, avec une prise de parole de Léon Jouhaux sur le plan économique et social de la CGT et son attitude à l'égard de la situation économique du pays, suivie, le lendemain, par une grande fête populaire à laquelle prennent part les députés Paul Vaillant-Couturier et André Parsal.



Un mot de Désiré Le Lay, en congé à Tullins © DR | coll. privée

portantes résolutions furent adoptées. La première concerne les principales revendications défendues comme le respect du droit syndical, l'échelle mobile des salaires, la retraite pour les vieux travailleurs, un programme de grands travaux, une loi sur l'embauche et le licenciement, la simplification de la procédure de conciliation. La seconde appelle à la défense de l'Espagne républicaine.

Le jour même, elle est officiellement inaugurée, en présence de Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, de Julien Racamond et Benoît Frachon, secrétaires de la

Tout comme ses consœurs de la région parisienne, ce château s'inscrit dans le syndicalisme dit « de services » ou « à bases multiples ». Celui-ci avait pour projet de favoriser la syndicalisation en ajoutant à l'action revendicative classique une gamme étendue de services prenant en charge les besoins sociaux des adhérents. Ces réalisations sociales ont connu un essor inédit durant le Front populaire, grâce au climat enthousiaste créé par la poussée brutale des effectifs syndiqués et la conquête d'acquis législatifs significatifs. Le champ des loisirs – sportifs, culturels et touristiques – fit l'objet

d'une attention toute particulière, en raison notamment de l'écho important des lois sur les congés payés et sur la semaine de quarante heures chez les travailleurs.

La dégradation rapide du contexte international oblige la Fédération à mettre à disposition cette propriété pour offrir du repos aux volontaires des Brigades Internationales blessés puis, à partir d'avril 1939, aux femmes et aux enfants des militants de la Fédération des métallurgistes d'Espagne, comme cela a déjà pu être évoqué lors du numéro 60 des *Cahiers d'histoire sociale de*

la métallurgie de juin dernier. Pour participer financièrement à cet accueil, la fédération mit à cette occasion en vente des cartes de solidarité.

Du séquestre à la vente

Le 26 septembre 1939, le gouvernement adopte un décret prononçant la dissolution des organisations communistes et apparentées ainsi que le placement sous séquestre de leurs biens. La propriété de Pont-Pinet n'y échappe pas et un gérant est désigné par la justice. Elle reste cependant inhabitée durant toute la durée de la guerre, occasionnant, comme en témoigne un état des lieux dressé par un architecte en mai 1945, de nombreux dégâts dus aux infiltrations des eaux de pluie et à l'éclatement de canalisations avec le gel ou encore aux coupes sauvages effectuées dans les bois du parc.

Après réparations, la maison de repos peut rouvrir ses portes le 15 juin 1946 et accueillir « les camarades désireux d'aller se reposer des fatigues de l'usine et de la vie militante. » Destinée en priorité aux syndiqués de la métallurgie, elle peut accueillir soixante-dix adultes et vingt enfants.

Toutefois, la gestion de cette propriété pose rapidement de nombreuses difficultés, en raison de son éloignement de Paris, de l'évolution des besoins des salariés et de plusieurs appréciations négatives de personnes y ayant séjourné sur l'hygiène et la propreté, sur la qualité des repas et sur l'attitude du couple chargé de sa gestion. Dans une lettre adressée au syndicat CGT des métaux de Tullins en avril 1950, Louis Gatignon précise ainsi que « notre maison de repos ne correspondait plus au but que nous lui avons assigné lors de son achat en 1936, et que de ce fait, étant une lourde charge pour notre fédération, nous nous voyions dans l'obligation de nous en séparer. »

Décision est donc prise de vendre le château, mais le contexte économique ne facilite pas l'opération. Plusieurs pistes sont suivies. Un temps, le ministère des Finances envisage de le louer. Le comité d'entreprise des chantiers navals de La Ciotat ou encore celui de l'usine Neyrpic de Grenoble

s'y intéressent mais ne peuvent l'acquérir faute de moyens financiers suffisants. La caisse d'allocations familiales de la région parisienne cherche à ouvrir une maison de repos ou une colonie de vacances, tandis que la Croix-Rouge de Lyon songe à y implanter une maison d'enfants atteints de déficiences.

Le devenir du château

La propriété est finalement cédée le 5 octobre 1950 à la SARL « Beauregard », une structure dédiée à la gestion de maison



La famille Gautier, la famille Sémat au château de Tullins
© DR | coll. privée

d'accueil pour enfants, dont le siège est à Tullins. Cette propriété n'abandonne donc pas la nébuleuse des « châteaux du social », expression forgée pour désigner l'achat de propriétés par des œuvres ou des établissements à vocation sociale, pour en faire des orphelinats, des sanatoriums, des maisons de repos, des centres de formation professionnelle, des colonies de vacances ou encore des parcs de loisirs et de culture. Elle est ensuite revendue en mars 1953 à la compagnie pétrolière Esso, laquelle y installe une colonie de vacances qui accueille, trente-cinq années durant, des milliers d'enfants d'Ile-de-France et des Bouches-du-Rhône avant d'être cédée, en septembre 1993 à un particulier. ■

Les retraités Renault Le Mans, de 1965 à nos jours



Au congrès avec à gauche (Feuillard, Becqard, Leffroy) et à droite (Adrienne, Victor, André, Bernard, Auguste Yvon) © DR | syndicat CGT RNUR Le Mans

Les premières sections syndicales de retraités voient le jour au sein de la Fédération des travailleurs de la métallurgie au début des années soixante, c'est-à-dire avant l'organisation des structures à l'échelon fédéral, avec l'apparition de la commission fédérale des retraités en 1972 puis la création de l'Union fédérale des retraités (UFR) en mars 1975. Les pionnières sont La Ciotat (1961), Maubeuge (1962), Hispano-Suiza à Bois-Colombes (1963) ou encore à Renault Le Mans en 1965.

Le syndicalisme retraité est, plus encore que celui des actifs, un champ encore largement inexploré. Il est proposé, sur la base des publications de l'UFR – Le Retraité de la métallurgie (1972-1983), puis Activité UFR (1983 à 2017) – et des (trop rares) archives syndicales de retracer quelques lignes de

l'histoire de la section syndicale des retraités et préretraités Renault Le Mans.

Des effectifs stables

Cette dernière voit ses effectifs s'accroître rapidement, selon les chiffres annoncés par Le Retraité de la métallurgie, passant de 25 syndiqués à sa création à 50 l'année suivante, puis 101 en 1967, 156 en 1968, 210 en 1969, 247 en 1970, 270 en 1971, 305 en 1972, 328 en 1973 auxquels s'ajoutent 71 préretraités. Le pic est atteint au milieu des années quatre-vingts, avec 489 adhérents en 1984. L'effectif se stabilise par la suite entre 350 et 420 adhérents depuis le début des années 1990, avec une légère embellie au tournant des années 2000. Dans sa composition, on peut noter la place croissante prise par les femmes, dans un univers industriel très fortement masculin. La section syndicale compte

ainsi une soixantaine d'adhérentes depuis une dizaine d'années.

Ses effectifs lui permettent de rayonner au-delà du groupe Renault, dans la mesure où plusieurs de ses militants disposent de mandats à l'Union fédérale des retraités de la métallurgie, à l'Union syndicale des retraités de la Sarthe ou encore à l'Union départementale de la Sarthe.

Son fonctionnement est assuré par une assemblée générale annuelle de la section qui réunit à coup sûr entre 100 et 200 personnes depuis une vingtaine d'années. Une commission exécutive, une commission financière de contrôle, un bureau et un secrétariat se chargent de mettre en œuvre l'activité quotidienne, en liaison permanente avec les actifs regroupés dans le syndicat Renault Le Mans. À cela s'ajoutent des commissions de travail, celle de diffusion de la presse, diffusion des tracts ou encore celle dédiée aux loisirs

et à l'animation par exemple.

L'activité spécifique, c'est quoi ?

La réponse, donnée par Joseph Carmagnolle, membre du bureau national de l'UFR en novembre 1983, est simple. Il s'agit de « combiner, dans la mesure du possible, l'action revendicative et sociale aux activités de loisirs. Pour cela, il revient d'imaginer, d'innover constamment pour trouver la forme et la manière en vue de rassembler nos adhérents ensemble ou par groupe sur des sujets précis, au travers de multiples initiatives et activités de loisirs, culturelles, sportives ou autres, sans oublier d'inviter largement les anciens travailleurs intéressés. Le renforcement toujours présent à l'esprit. »

La section syndicale, au travers de sa commission des loisirs et de l'animation, applique cette recette, en proposant de nombreuses activités culturelles et sportives. Un à deux



Un bal © DR | syndicat CGT RNUR Le Mans

banquets, suivis d'un bal sont ainsi organisés chaque année, ainsi qu'un repas de Noël ou encore des concours de pétanques, de cartes ou de pêche. La randonnée pédestre est particulièrement à l'honneur, notamment le rendez-vous annuel d'une semaine au camping de Piriac-sur-Mer (Loire-Atlantique), à l'occasion des grandes marées. Des escapades touristiques, d'une à dix journées sont également proposées chaque année à Champéry (Suisse) en 1966, 1967 et 1968, au chalet du comité d'entreprise à Valloire (Savoie) en 1970, en Alsace en 1967, en 1970 puis en 1972 ou plus récemment en Corse (2003) ou en Egypte (2012).

Se détendre n'excluant pas de s'informer, la section est à l'initiative de plusieurs soirées culturelles, avec par exemple une conférence-débat en 2012, en présence d'Annie Lacroix-Riz, contre la tentative de réhabilitation de Louis Renault ou la projection du film *Les Jours Heureux* au cinéma Le Royal en 2013.

Un outil pour la lutte

Se détendre, se divertir, se cultiver est essentiel, mais l'activité revendicative n'est bien évidemment pas oublié. Il serait long ici de retracer l'intégralité des actions menées par la section syndicale en cinquante ans d'existence, tant pour la défense des intérêts matériels des retraités qu'en solidarité avec les salariés actifs, qu'ils soient de Renault Le Mans ou d'ailleurs. Diffusions de tracts devant l'usine et sur les lieux publics ; réunions d'information ; affichage ; manifestations et rassemblements au Mans, à Nantes, à Paris voire même à l'étranger ; signatures puis dépôt de pétitions auprès du patronat local et des collectivités territoriales ; envois de motions et de délégations aux élus et partis politiques sont autant de moyens mis en œuvre par la section pour dénoncer les attaques et rappeler les revendications portées par la CGT !

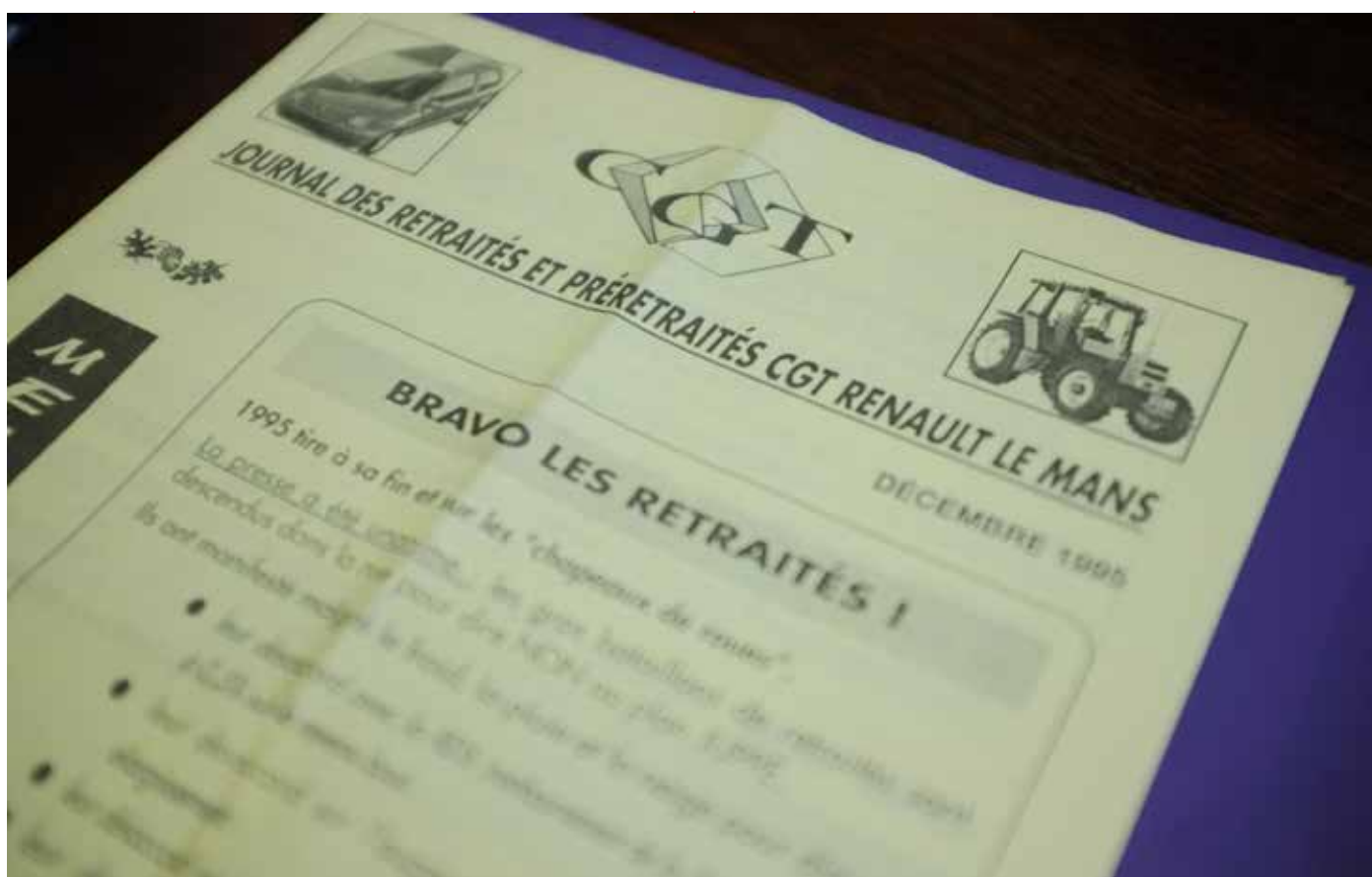
Tout de même, à la lecture des tracts et publications diffusés depuis le début des années 1990, on peut relever quelques luttes emblématiques menées par la section syndicale comme la participation à la bataille pour la défense de l'Association de la Structure Financière (ASF) qui a été mise en

place en 1983 pour assurer le financement des retraites complémentaires à taux plein dans le cadre de l'abaissement de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans. Celle-ci a permis d'imposer à l'Etat de financer cette structure jusqu'en 2004, avant son remplacement par l'Association pour la gestion du fonds de financement (AGFF). Une attention particulière est également portée sur le fonctionnement de la Caisse de retraite interentreprises (CRI) et de la mutuelle Renault. Autre exemple, l'action menée au tournant des années 2000 pour faire reconnaître l'établissement Renault Le Mans comme ayant eu recours à l'amiante dans certains secteurs. À cette occasion, une trentaine de dossiers ont été constitués par des retraités ou pré-retraités puis déposés auprès du ministère de la Santé. Cette action a été suivie par la création en mars 2007 de l'Association de défense des victimes de l'amiante Renault Le Mans 72 (ADVARM 72), membre de l'Andeva, l'association nationale de défense des victimes de l'amiante. La section syndicale n'oublie enfin pas la solidarité financière, avec l'organisation de collecte, avec le Secours populaire, en faveur des populations d'Asie du Sud en 2005 ou en faveur des grévistes de Renault Le Mans en 2010.

L'enjeu de la continuité syndicale

La continuité syndicale est un enjeu incontournable, au niveau fédéral comme pour la section syndicale. Parmi les salariés, « le degré d'exploitation, les conditions de travail, l'exaspération consécutive à l'état de division sournoisement organisé par la direction, l'individualisme érigé en panacée moderniste » sont autant de raisons de vouloir quitter au plus vite l'entreprise, parfois même « sans trop s'interroger sur les conséquences financières qui en découleront sur le montant de leurs droits ». Mais quitter l'entreprise ne doit pas se traduire par un abandon de toute forme d'organisation ou de rassemblement. La section syndicale a donc multiplié les initiatives tout au long de ces cinquante années d'existence pour garantir cette continuité syndicale.

Une permanence hebdomadaire est assu-



Classeur vert section syndicale des retraités RNUR Le Mans

rée pour que chacun puisse connaître ses droits et constituer ses dossiers de retraite. L'accent est également mis sur l'information CGT. Décision a ainsi été prise d'abonner chaque syndiqué à *Vie Nouvelle*, le mensuel de l'Union confédérale des retraités CGT, et de doter la section en 1988 d'une parution intitulée *L'Ancien de Renault*, un trimestriel de quatre pages. Celui-ci est remplacé à partir du milieu des années 1990 par le *Journal des retraités et préretraités CGT Renault Le Mans*, avant que le relai ne soit pris en 2011 par *Le Lien*. Bulletin des syndiqués qui relie les actifs et les retraités CGT Renault Le Mans.

La poursuite de l'engagement syndical lors du passage en retraite est également facilitée par la création, en 1988, d'une commission de visite à domicile, pour aider les adhérents à régler leurs problèmes administratifs, par l'envoi systématique à tous les salariés syndiqués partant en préretraite des tracts de la section syndicale et des lettres

personnalisées leur rappelant l'intérêt de rester syndiqué ou encore la décision prise en 2001, en accord avec le syndicat des actifs, de maintenir le prélèvement automatique des cotisations et d'envoyer un courrier indiquant que les « jeunes » retraités sont désormais rattachés à la section syndicale des retraités, et en leur indiquant la baisse du montant de leur cotisation et leur abonnement à *Vie Nouvelle*. Autre initiative, un collectif a été mis sur pied en 2014 pour assurer un suivi plus personnalisé des syndiqués les plus âgés et pour assurer le recensement, en lien avec l'Union départementale, des retraités syndiqués isolés de la métallurgie.

En guise de conclusion, nul doute que ce bref tour d'horizon sur l'histoire de la section syndicale des retraités et préretraités de Renault Le Mans mériterait de plus amples investigations. Mais il témoigne malgré tout de l'importance de s'organiser, car on n'est jamais trop âgé pour défendre ses droits... et en gagner de nouveaux ! ■



Ce soir, on guinche !

« **Le syndicat, c'est la solidarité et la fraternité** », proclamait Benoît Fra-
chon, métallo et secrétaire général
adjoint de la CGT, dans une confé-
rence au cours de laquelle il précisait
également : « Au milieu de ses soucis quoti-
diens, de tous ses tracassés, le syndiqué trouve
un appui dans son organisation syndicale.
La solidarité ne se manifeste pas seulement
quand le patron frappe un ouvrier, mais en
toutes circonstances. »

Preuve en est, cette affichette récemment
acquise par notre Institut, qui annonce l'or-
ganisation le samedi 26 novembre 1938
d'une grande fête du XI^e arrondissement par
l'Union syndicale des métallurgistes de la ré-
gion parisienne. Celle-ci se déroule à la Mai-
son des Métallos, au 94 rue d'Angoulême,
dans la grande salle Henri-Barbusse, du nom
de cet écrivain promoteur de la littérature
prolétarienne, instigateur du mouvement pa-
cifiste Amsterdam-Pleyel et décédé en août
1935 à Moscou.

Cette fête s'inscrit dans une longue tradition
du mouvement ouvrier, dont l'objectif est de
favoriser les sociabilités et la fraternité, pour
agrèger les nouveaux syndiqués ou les ha-
bitants du quartier en un groupe soudé par
des idéaux communs. À ce titre, ces soirées
sont, comme les fêtes champêtres, les com-
pétitions sportives, les sorties culturelles ou les
coopératives, de puissants vecteurs de diffu-
sion d'une culture politique de masse.

Cette fête, qui compte une tombola et un
concours de bonnets de Catherinettes (25
novembre oblige), est animée par une belle
brochette d'artistes de théâtre et de radio :
La Régia, une chanteuse de music-hall que
l'on entend sur les ondes radio depuis 1934 ;
Ederlys, un caricaturiste ; Odette Perrin, une
chanteuse du folklore ; Bérias, un chanso-
nier en vogue ; Betty Gromer, une danseuse
acrobatique ; Max Rogé, un chanteur de
variétés aux multiples 78 tours ; Ramon, un
chanteur du cirque Médrano et enfin Ja-
nine Fourier, pianiste. Cette fête s'achèvera
tard dans la nuit, après un bal enflammé par
le Jazz Red Start.

Pourtant, le contexte est marqué par la
violente charge d'Edouard Daladier contre

les conquêtes du Front populaire et par la
publication, le 12 novembre d'un train de
décrets-lois qui entend « remettre la France
au travail », en démantelant notamment la
loi sur les quarante heures et la semaine de
cinq jours. Le congrès confédéral de la CGT,
qui s'est tenu du 14 au 17 novembre 1938 à
Nantes, a vu s'affronter les différentes ten-
dances qui la compose et a tardé à réagir à
cette attaque en appelant à l'organisation
d'une grève générale pour le 30 novembre.

Archive_Bal.jpg

Celle-ci sera un échec, marquée par une
intense répression policière, judiciaire, admi-
nistrative et patronale.

Comme quoi, guincher et lutter, c'est vivre,
tout simplement ! ■



Gérald Bloncourt nous a quitté

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès à Paris, des suites d'un cancer, de Gérald Bloncourt, à l'âge de 91 ans.

Il voit le jour le 4 novembre 1926 à Bainet, en Haïti. En 1944, il participe à la création du Centre d'art haïtien à Port-au-Prince, avant d'être l'un des leaders, au début de l'année 1946, d'un mouvement revendicatif intitulé les « Cinq Glorieuses », qui provoqua la chute du gouvernement autoritaire d'Elie Lescot. Condamné à mort par la junte, il échappe à sa peine, mais est condamné à l'exil.

Il s'installe à Paris, où il se lance dans la photographie, tout en continuant à peindre et à sculpter. Militant communiste, il est recruté au service photographique du journal L'Humanité en 1948, avant de travailler comme reporter indépendant à partir de 1958. Il a collaboré tout au long de sa carrière avec la Confédération Générale du Travail, avec

La Vie Ouvrière, *Le Peuple* ou encore *Options*, et également pour ses organisations comme notre Fédération des Travailleurs de la Métallurgie.

« Je voulais utiliser mes photographies comme des armes, dans l'espoir de changer le monde ».

Tout au long de sa carrière, il a fixé sur pellicule un témoignage, une mémoire des salariés, des populations, de leurs conditions

de vie et de travail, de leurs espoirs et de leurs luttes. Parmi les grévistes de Renault-Billancourt en mai-juin 68, avec les mineurs de fer de Trieux en 1963, aux milieux des manifestants contre l'OAS le 8 février 1962, dans les bidonvilles de la région parisienne, au Portugal de Salazar puis de la Révolution des Œillets, aux côtés du Front Polisario, en guerre contre le Maroc au Sahara Occidental ou encore en Haïti après la chute de Duvalier, son œuvre est une contribution essentielle pour l'histoire sociale et politique des décennies suivant la Seconde Guerre mondiale.

En 2013, à l'occasion d'une exposition sur ses œuvres au Palais de la Porte Dorée à Paris, il expliquait :

Nul doute que ses 200 000 clichés ont laissé et laisseront une trace dans la conscience des femmes et des hommes.

Il a été inhumé le 5 novembre 2018 au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

N'hésitez pas à relire l'entretien réalisé par Johann Petitjean en mai 2015 à l'occasion de la projection d'un documentaire le concernant à la Galerie Dorothy, rue Keller, dans le XI^e arrondissement de Paris. Il a été publié dans *Les Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* n° 132 (2016) et consultable en ligne à l'adresse suivante : <https://journals.openedition.org/chrhc/5420>. ■



Ni Dieu, ni maître, ni mari !

Daniel de Roulet nous plonge, dans ce roman paru chez Buchet/Chastel en 2018, dans la Suisse de la fin du XIX^e siècle. Entre étable et industrie horlogère, entre misère et exploitation, il nous propose de suivre le parcours de dix femmes qui décidèrent, suite à la visite d'un Bakounine gonflé par l'espoir suscité par la Commune de Paris, de partir à l'aventure en Amérique latine pour y mettre en pratique leur idéal anarchiste. De Punta Arenas au Chili, à Buenos Aires en Argentine, en passant par l'île de Mas a Tierra, aujourd'hui connue sous le nom de l'île Robinson Crusoe, ces dix femmes libres vont débattre et lutter pour que vive cette utopie en acte ! ■

Dix petites anarchistes, D. de Roulet, Buchet/Chastel, 14 €



Sorti d'usines



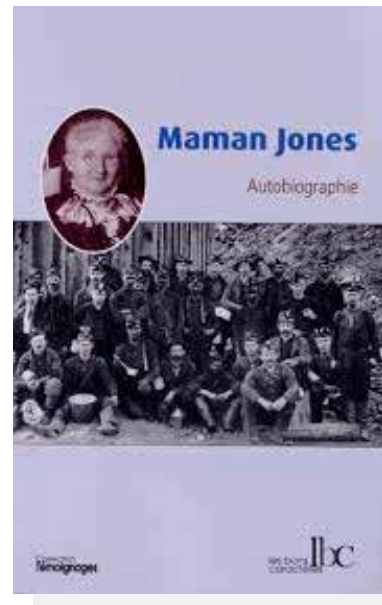
Robert Kosmann, adhérent à notre Institut d'histoire sociale de la métallurgie, vient de faire paraître aux éditions Syllepse un livre-album intitulée *Sorti d'usines*. La « perruque » un travail détourné. L'auteur se penche sur une pratique transgressive, qui consiste à utiliser des matériaux et outils sur le lieu de travail, pendant le temps de travail, dans le but de fabriquer un objet en dehors de la production de l'entreprise. S'appuyant sur une large bibliographie, ainsi que sur le témoignage de dizaines de « perruqueurs », il en conclut que « La perruque est non seulement une résistance ouvrière à l'ordre industriel, mais aussi une forme de résistance au désordre industriel ». ■

Sorti d'usines, R. Kosmann, Syllepse, 12 €.

Mother Jones

Cette autobiographie, parue en 2012 chez Les bons caractères, est celle de Marry Harris Jones (1837-1930), plus connue sous le nom de Mother Jones. A cinquante ans, elle se lance à corps perdus dans le combat syndical, dans une période d'intense bouillonnement qui vit éclore le mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Catholique, refusant le féminisme, s'opposant au droit de vote, elle est en première ligne de nombreuses grèves, parmi lesquelles celles des mineurs, des filatures ou encore de la métallurgie. Un témoignage de premier ordre sur la violence du capitalisme d'avant 1914. ■

Mother Jones. Autobiographie, Les bons caractères, 12 €



SOUTENEZ-NOUS !

Formulaire d'adhésion en 3 étapes

1

Adhérent individuel

Nom, prénom :

.....

Adresse postale :

.....

.....

.....

Tél. :

Mail :

ou

Adhérent collectif

Nom, prénom du responsable :

.....

Intitulé de l'organisation :

.....

.....

Adresse postale :

.....

.....

Tél. :

Mail :

2

Montant

COTISATION : **2017**

2018

ADHÉRENT COLLECTIF
(USTM | UL | Syndicat | CE)

Plus de 50 membres : **82 €**

Moins de 50 membres : **22 €**

ADHÉRENT INDIVIDUEL : 22 €

3

Modalités de paiement

CHÈQUE OU ESPÈCES

Règlement à l'ordre de l'IHS CGT métallurgie,
à retourner à l'adresse suivante :

IHS CGT métallurgie,

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

VIREMENT BANCAIRE

Titulaire du compte : I.H.S. CGT MÉTALLURGIE
263 rue de Paris
Case 433
93100 MONTREUIL

Domiciliation : CRÉDIT COOP PARIS NATION

42559 00009 21028799203 68

Code banque Code guichet Numéro de compte Clé RIB

Numéro de compte bancaire international (IBAN)

FR 76 4255 9000 0821 0287 9920 368

CODE BIC : CCOPFRPPXXX

Une question ?

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 PARIS

01 53 36 86 38 | ihs.gas@free.fr



**Le pouvoir
d'agir
ensemble sur
l'essentiel.**



La Macif est une entreprise de l'économie sociale.

Sans actionnaires à rémunérer, la Macif réinvestit ses profits au bénéfice de ses 5 millions de sociétaires et dans l'intérêt commun.

Ainsi, les sociétaires ont le pouvoir d'agir ensemble pour une économie plus sociale et plus solidaire.

Plus d'informations sur [macif.fr](https://www.macif.fr)



Essentiel pour moi